

# Impacts économiques des mesures de confinement en France : estimations de l'OFCE

16 avril 2020

Un *policy brief* de l'OFCE, publié le 30 mars, propose une première estimation de l'impact économique des mesures de confinement liées à la pandémie de Covid-19 en France. Plusieurs effets, directs et indirects, sont pris en compte par les auteurs : baisse de la consommation (fermeture des commerces non essentiels, diminution des activités impliquant des contacts) ; contraction de l'investissement ; réduction de la main-d'œuvre (activités non télétravaillables, garde d'enfants). Les impacts économiques sont décomposés par branche ou secteur d'activité, selon les variables considérées.

Au total, l'OFCE estime que les mesures de confinement pourraient réduire le PIB de 60 milliards d'euros par mois (soit environ un tiers du PIB mensuel de la France, ou 2,6 % du PIB annuel). Cette diminution s'explique par la baisse de la consommation (- 1 point de PIB), de l'investissement (- 0,7 point), par le confinement de la main-d'œuvre (- 0,4 point), la fermeture des écoles (réduction de l'offre de travail, les parents devant garder leurs enfants, - 0,3 point) et d'autres effets de demande (solde commercial, tourisme : - 0,2 point).

## Impacts du confinement sur le PIB annuel et sur les secteurs d'activités

En % de l'activité de chaque secteur (NA par mois), et en % du PIB total					
Branche	Type de choc /	Fermeture des écoles	Baisse de la demande	Autres chocs d'offre	Total
Agriculture		0	-3	-5	-13
Energie, eau, déchets		-5	-11	-4	-18
Industries agro-alimentaires		-10	-6	-4	-20
Cokéfaction et raffinage		-3	-42	-3	-48
Biens d'équipement		-4	-26	-3	-33
Matériels de transport		-1	-68	-2	-70
Autres branches industrielles		-4	-29	-3	-36
Construction		-1	-47	-3	-51
Commerce		-3	-49	-2	-55
Transport		-2	-42	-3	-47
Hébergement - restauration		0	-87	-11	-98
Information - communication		-1	-11	-4	-17
Services financiers		-1	-15	0	-16
Services immobiliers		-7	-7	-4	-18
Services aux entreprises		-3	-34	-11	-48
Services non marchands		-3	-2	-5	-10
Services aux ménages		-6	-29	-3	-39
Ensemble de l'économie (par mois)		-3,6	-23,3	-4,7	-31,6
Impact d'un mois de confinement sur le confinement annuel		-0,3	-1,9	-0,4	-2,6

Source : calculs OFCE.

Source : OFCE

En ce qui concerne le système alimentaire, les branches « agriculture, sylviculture et pêche » et « fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac » sont parmi les moins impactées, avec au contraire une hausse de la consommation des ménages estimée respectivement à 9 % et 6 %. Néanmoins, l'activité des secteurs agricole et agroalimentaire (cf. tableau ci-dessus) serait en baisse (-13 % et -20%) du fait de la diminution des consommations intermédiaires des autres secteurs, notamment la restauration. Ainsi, l'ensemble « hébergement et restauration » subirait, selon les auteurs, une chute de consommation de 90 %, et contribuerait ainsi, à hauteur de 5 points, à la contraction du PIB due à la baisse de consommation (-18 % au total). À cela s'ajoute un effet indirect lié à la diffusion des chocs de demande via les produits intermédiaires, que les auteurs ont

estimé à l'aide d'un tableau entrées-sorties international (*World Input-Output database*) (figure ci-dessous). L'étude propose également d'autres estimations sectorielles concernant le taux de possibilité de télétravail, le nombre d'emplois concernés par le mode de garde des enfants, etc.

#### Pertes de production liées à la fermeture des commerces non essentiels par secteur



Source : OFCE

Les auteurs soulignent qu'il s'agit d'une première estimation devant être mise à jour et qu'il convient de bien prendre en compte les hypothèses sous-jacentes et les phénomènes exclus de l'analyse (ex. : perte de productivité en cas de télétravail prolongé, risques financiers et bancaires, etc.).

Pour compléter ce billet, rappelons que l'Insee a publié, le 26 mars 2020, une [première estimation](#) de la perte d'activité économique liée à la crise sanitaire en cours, suivie plus récemment (8 avril) par [celles de la Banque de France](#) pour le premier trimestre 2020.

Julien Hardelin, Centre d'études et de prospective

Source : [OFCE](#)